

L'Autorité. — La Dictature.¹

Quelle certitude ai-je acquise ?

Quelle conclusion puis-je tirer ?

(...)

La certitude que j'ai acquise, c'est qu'il n'y a qu'un seul droit au monde : C'EST LE DROIT DU PLUS FORT.

(...)

Ainsi, plus de doute, plus de vague, plus d'équivoque : LA FORCE, C'EST LE DROIT ; IL N'Y A PAS D'AUTRE DROIT QUE LA FORCE, car ce droit est le seul qui soit inviolable, le seul qui porte en lui-même sa garantie nécessaire et sa sanction efficace.

Si cette conclusion est vraie, "transformer la force" est l'unique objet que doit se proposer l'homme aspirant à s'éloigner de plus en plus de l'état de barbarie.....

Mais comment la transformer ?

En s'appliquant sans relâche et sans exception à ôter en tout et partout à la force matérielle tout ce qu'il sera possible de lui retirer, pour l'ajouter en tout et partout à la force immatérielle.

J'appelle "force matérielle" : toute puissance corporelle, toute puissance numérique.

J'appelle "force immatérielle" : toute puissance intellectuelle, toute puissance scientifique.

J'appelle "force matérielle" : toute loi factice, toute loi à l'accomplissement de laquelle l'évidence de sa nécessité ne suffit pas.

J'appelle "force immatérielle" : toute loi naturelle, toute loi à l'accomplissement de laquelle l'évidence de sa nécessité suffit.

J'appelle "force matérielle" : la force par laquelle l'homme est semblable à l'animal.

J'appelle "force immatérielle" : la force par laquelle l'homme est supérieur à tous les autres êtres animés.

(...)

Guerres, conquêtes, autorité, qu'êtes-vous ? Vous êtes le droit du plus fort matériellement, nationalement.

Sciences, découvertes, liberté, qu'êtes-vous ? Vous êtes le droit du plus fort intellectuellement, individuellement.

(...)

Telle est ma conclusion, et par elle j'arrive à rendre la pensée humaine non moins inviolable que la vie humaine.

Un homme n'a pas plus le droit d'empêcher un autre homme de penser, celui-ci fût-il intellectuellement infirme et difforme, qu'il n'a le droit d'empêcher un autre homme de vivre, celui-ci fût-il corporellement difforme et infirme.

La société n'a pas plus de droit contre le mal pensant qu'elle n'en a contre le mal portant.

Mais comment guérir le mal pensant ?

En ne faisant pas ce que fait l'allopathie, en faisant ce que fait l'homéopathie, en procédant par les semblables et non par les contraires ; en n'opposant pas la force matérielle à la force intellectuelle, mais en opposant la force intellectuelle à la force intellectuelle.

Où le Droit n'est rien, où le Droit est l'inviolabilité humaine : intellectuellement et corporellement.

Lorsqu'on remonte des lois au droit, comme on remonte de l'embouchure d'un fleuve à sa source, on reconnaît que le droit ne saurait exister à demi.

Qu'est ce que le droit assurant à l'homme la propriété de son corps et n'assurant pas la propriété de son esprit ?

Est-ce que l'homme vaut par son corps plus que par son esprit ? Est-ce que son esprit est moins sacré que son corps ?

Le droit qui met à la valeur corporelle de l'homme un prix si haut et à sa valeur intellectuelle un prix si bas, est un droit qui ressemble beaucoup à un corps humain d'où l'esprit est absent : c'est un droit idiot.

¹ Article repris en brochure — avec un extrait de *L'Humanisphère* — en 1912, sous le titre de *A bas les chefs !* par la *Publication des Temps Nouveaux* (Paris, 12 pages in-16°, tirage de 10000 exemplaires, prix 0,10 F, couverture d'après une lithographie de Signac, *Les démolisseurs*). Il y en eut un second tirage par le Groupe de propagande par la brochure (Paris, juin 1923). Un choix de textes de Déjacque, dont l'intégralité de *L'Humanisphère* et de *La question révolutionnaire*, a été publié sous le même titre, *A bas les chefs !* (Paris, éditions Champ Libre, 1971, Valentin Pelosse éd.).

Et c'est ce droit-là qu'on vante ! et c'est ce droit-là devant lequel on voudrait que je fléchisse le genou avec respect ! que j'inclinasse le front avec superstition ! — Non.

Ce droit-là, c'est encore la barbarie.

Où la barbarie n'a pas discontinué de régner, l'homme n'a pas plus la propriété de son corps qu'il n'a la propriété de son esprit ; c'est cette entière propriété de soi-même qui constitue le seul Droit qu'il soit possible à ma raison de reconnaître distinctement, le DROIT INDIVIDUEL DU PLUS FORT “intellectuellement, scientifiquement, industriellement,” succédant partout au DROIT COLLECTIF DU PLUS FORT “matériellement, numériquement, légalement, territorialement,” le seul Droit, enfin, qui ne soit pas un vain mot.

(EMILE DE GIRARDIN)²

Nous ne sommes plus au temps fabuleux de Saturne, où le père dévorait ses enfants ; ni au temps judaïque d'Hérode, où Légion massacrait toute une génération de frères innocents ; ce qui, après tout, n'a pas empêché Jésus d'échapper au massacre et Jupiter à la dévoration. Nous vivons une époque où l'on ne tue plus guère les enfants par le glaive ou la dent, et où il paraît assez naturel que les jeunes enterrent les vieux. Enterrons donc tout ce qui a fait son temps. — Hercule est mort. Pourquoi chercher à le ressusciter ? on ne pourrait, tout au plus, que le galvaniser. La massue est moins forte que le salpêtre, le salpêtre est moins fort que la pile électrique, et la pile électrique est moins forte que l'Idée : — A toute idée présente et à venir, salut !

L'Autorité a régné si longtemps sur les hommes, elle a tellement pris possession de l'Humanité, qu'elle a laissé partout garnison dans son esprit. Aujourd'hui encore, il est difficile, autrement qu'en idée, de la saper de fond en comble. Chacun des civilisés est pour elle une forteresse qui, sous la garde des préjugés, se dresse en ennemie sur le passage de la Liberté, cette envahissante amazone.

Ainsi tels qui se croient révolutionnaires et ne jurent que par le Liberté, proclament néanmoins la nécessité de la Dictature ; comme si la dictature n'excluait pas la liberté, et la liberté la dictature. Que de grands enfants, à vrai dire, parmi les révolutionnaires, et de grands enfants qui tiennent à leur dada ; à qui il faut la république démocratique et sociale, sans doute, — mais avec un empereur ou un dictateur, ce qui est tout un, pour la gouverner ; gens montés à califourchon, et la face tournée vers la croupe, sur leur carcasse d'âne, et qui, les yeux fixés sur la perspective du Progrès, s'en éloignent d'autant plus qu'ils font plus de chemin pour s'en rapprocher, — les pieds dans cette position galopant du côté opposé au devant de la tête.

Ces révolutionnaires-là, politiciens au cou pelé, ont conservé avec l'empreinte du collier la tache morale de la servitude, le torticolis du despotisme. Hélas ! ils ne sont que trop nombreux parmi nous. Ils se disent républicains, démocrates et socialistes, et ils n'ont de penchants, et ils n'ont d'amour que pour l'autorité au bras de fer, au front de fer, au cœur de fer : plus monarchistes en réalité que les monarchiens, qui à côté d'eux pourraient presque passer pour des an-archistes.

² Citation de *L'Abolition de l'autorité par la simplification du gouvernement* (1851), ouvrage auquel Déjacque se réfère de nouveau à propos de la “législation directe et universelle” (cf. le numéro 18 du *Libertaire*). En 1836, Émile de Girardin (1802-1884) avait créé *La Presse*, premier quotidien à bon marché et grand tirage — par là attirant les annonceurs et pouvant vivre de la publicité. Une polémique à propos de son financement lui vaut de tuer en duel Armand Carrel, directeur du *National*, organe de la bourgeoisie libérale républicaine. Député, il démissionne à la veille de la révolution de Février 48, qu'il a pressentie. Le 25 juin 1848, le général Cavaignac le fait arrêter comme sympathisant avec les ouvriers insurgés. En 1849, Girardin se déclare socialiste, ouvrant son journal aux questions ouvrières, d'où son élection comme député montagnard en juin 1850. Son machisme à la Proudhon lui vaut une lettre critique de Pauline Roland, emprisonnée alors comme déléguée de l'*Union des Associations ouvrières* (voir le numéro 5 du *Libertaire*). Obligé un moment de s'exiler à la suite du coup d'état du 2 décembre 1851, des relations personnelles avec Napoléon III lui permettent de rentrer en France. Girardin poursuivra durant l'Empire et la IIIème République sa carrière de patron de presse.

La Dictature, qu'elle soit une hydre à cent têtes ou à cent queues, qu'elle soit autocratique ou démagogique, ne peut assurément rien pour la liberté ; elle ne peut que perpétuer l'esclavage, au moral comme au physique. Ce n'est pas en enrégimentant un peuple d'ilotes sous un joug de fer, puisque fer il y a, en l'emprisonnant dans un uniforme de volontés proconsulaires qu'il peut en résulter des hommes intelligents et libres. Tout ce qui n'est pas la liberté est contre la liberté. La liberté n'est pas chose qui puisse s'octroyer. Il n'appartient pas au bon plaisir de quel personnage ou comité de salut public que ce soit de la décréter, d'en faire largesses. La dictature peut couper des têtes d'hommes, elle ne saurait les faire croître et multiplier ; elle peut transformer les intelligences en cadavres, elle ne saurait transformer les cadavres en intelligences ; elle peut faire ramper et grouiller sous sa botte de verges les esclaves, comme des vers ou des chenilles, les aplatir sous son pas pesant, — mais seule la Liberté peut leur donner des ailes. Ce n'est que par le travail libre, le travail intellectuel et moral que notre génération, civilisation ou chrysalide, se métamorphosera en vif et brillant papillon, revêtira le type humain et prendra son essor dans l'Harmonie.

Bien des gens, je le sais, parlent de la liberté sans la comprendre, ils n'en ont ni la science ni même le sentiment. Ils ne voient jamais dans la démolition de l'Autorité régnante qu'une substitution de nom ou de personnes ; ils n'imaginent pas qu'une société puisse fonctionner sans maîtres ni valets, sans chefs ni soldats ; ils sont pareils en cela à ces réacteurs qui disent : “ Il y a toujours eu des riches et des pauvres, il y en aura toujours. Que deviendrait le pauvre sans le riche ? il mourrait de faim ! ” Les démagogues ne disent pas tout à fait cela, mais ils disent : “ Il y a toujours eu des gouvernants et des gouvernés, il y en aura toujours. Que deviendrait le peuple sans gouvernement ? il croupirait dans l'esclavage ! ” Tous ces antiquaires-là, les rouges et les blancs, sont un peu compères et compagnons ; l'anarchie, le libertarisme bouleverse leur misérable entendement, entendement encombré de préjugés ignares, de niaises vanités, de crétinisme. Plagiaires du passé, les révolutionnaires rétrospectifs et rétroactifs, les dictaturistes, les inféodés à la force brutale, tous ces autoritaires cramois qui réclament un pouvoir sauveur, croasseront toute leur vie sans trouver ce qu'ils désirent. Semblables aux grenouilles qui demandent un roi, on les voit et on les verra toujours changer leur Soliveau pour une Grue, le gouvernement de Juillet pour un gouvernement de Février, les massacreurs de Rouen pour les massacreurs de Juin, Cavaignac pour Bonaparte³, et demain, s'il se peut Bonaparte pour Blanqui... S'ils crient un jour : “ A bas la garde municipale ! ” c'est pour crier l'instant d'après : “ Vive la garde mobile⁴ ! ” Ou bien ils troquent la garde mobile contre la garde impériale comme ils troqueraient la garde impériale contre les *bataillons révolutionnaires*. Sujets ils étaient, sujets ils sont, sujets ils seront. Ils ne savent ni ce qu'ils veulent ni ce qu'ils font. Ils se plaignent la veille de n'avoir pas l'homme de leur choix, ils se plaignent le lendemain de l'avoir trop. Enfin, à tout moment et à tout propos ils invoquent l'Autorité “ au long bec emmanché d'un long cou, ” et ils trouvent surprenant qu'elle les croque, qu'elle les tue !

Qui se dit révolutionnaire et parle de dictature n'est qu'une dupe ou un fripon, un imbécile ou un traître : imbécile et dupe s'il la préconise comme l'auxiliaire de la Révolution sociale, comme un mode de transition du passé au futur, car c'est toujours conjuguer l'Autorité à

³ La révolution de Juillet 1830 amène au pouvoir les d'Orléans avec Louis Philippe ; celle de Février 48 les en chasse. Quand, fin avril 1848, la troupe tire sur une manifestation pacifique à Rouen, la Commission exécutive du Gouvernement provisoire est encore en charge. Lors de la répression de l'insurrection parisienne de Juin 48 par le général Cavaignac, ce dernier agit au nom de l'Assemblée constituante, élue en mai, qui lui a confié le pouvoir exécutif. Et le même Cavaignac, candidat républicain à l'élection présidentielle, est largement battu le 10 décembre 1848 par le prince Louis Bonaparte.

⁴ Elle contribua à écraser l'insurrection de Juin 48. Par opposition à la garde nationale, la garde mobile était une création du Gouvernement provisoire, composée de très jeunes gens, en général d'origine populaire, qu'attirait la solde. Dans ses *Souvenirs d'un révolutionnaire*, le communard Gustave Lefrançais raconte que, jeune instituteur, en chômage, il faillit s'engager dans la garde mobile, puis préféra finalement s'inscrire dans des Ateliers nationaux, comme Déjacque lui-même.

l'indicatif présent ; fripon et traître s'il ne l'envisage que comme un moyen de prendre place au budget et de jouer au mandataire sur tous les modes et dans tous les temps.

Combien de nains, certes, qui ne demanderaient pas mieux que d'avoir des échasses officielles, un titre, des appointements, une représentation quelconque pour se tirer de la fondrière où patauge le commun des mortels et se donner des airs de géants. Le commun des mortels sera-t-il toujours assez sot pour fournir un piédestal à ces pygmées ? Faudra-t-il toujours s'entendre dire : “ Mais vous parlez de supprimer les élus du suffrage universel, de jeter par les fenêtres la représentation nationale et démocratique, que mettrez-vous à sa place ? car enfin, il faut bien quelque chose, il faut bien que quelqu'un commande : un comité de salut public, alors ? Vous ne voulez plus d'un empereur, d'un tyran, cela se comprend, mais qui le remplacera : un dictateur ?... car tout le monde ne peut pas se conduire, et il en faut bien un qui se dévoue à gouverner les autres...” Eh ! messieurs ou citoyens, à quoi bon le supprimer si c'est pour le remplacer ? ce qu'il faut c'est détruire le Mal et non le déplacer. Que m'importe à moi qu'il porte tel nom ou tel autre, qu'il soit ici ou là, si, sous ce masque et sous cette allure, il est encore et toujours en travers de mon chemin. — On supprime un ennemi, on ne le remplace pas.

La dictature, la magistrature souveraine, la monarchie, pour bien dire, — car reconnaître que l'Autorité qui est le mal peut faire le bien n'est-ce pas se déclarer monarchiste, sanctionner le despotisme, apostasier la Révolution ? — si on leur demande, à ces partisans absolus de la force brutale, à ces prôneurs de l'autorité démagogique et obligatoire, comment ils l'exerceront, de quelle manière ils organiseront ce Pouvoir fort : les uns vous répondent, comme feu Marat⁵, qu'ils veulent un dictateur avec les boulets aux pieds et condamné par le peuple à travailler pour le peuple. D'abord distinguons : ou ce dictateur agira par la volonté du peuple, et alors il ne sera pas réellement dictateur, ce ne sera qu'un cinquième roue à un carrosse, ou bien il sera réellement dictateur, il aura en main guides et fouet, et il n'agira que d'après son bon plaisir, c'est-à-dire au profit exclusif de sa divine personne. Agir au nom du peuple c'est agir au nom de tout le monde, n'est-ce pas ? Et tout le monde n'est pas scientifiquement, harmoniquement, intelligemment révolutionnaire. Mais j'admets, pour me conformer à la pensée des blanquistes⁶ par exemple, — cette queue du carbonarisme, cette franc-maçonnerie ba-bé-bi-bouviste⁷, ces invisibles d'une nouvelle espèce, cette société d'intelligences... secrètes, — qu'il y a peuple et peuple, le peuple des frères initiés, les disciples du grand Architecte populaire, et le peuple ou tourbe des profanes. Ces affiliés, ces conspirateurs émérites s'entendront-ils toujours entre eux ? seront-ils toujours d'accord sur toutes les questions et dans toutes leurs sections ? Qu'un décret soit lancé sur la propriété ou sur la famille ou sur quoi que ce soit, les uns le trouveront trop radical, les autres pas assez. Mille poignards, pour lors, se lèveront mille fois par jour contre le forçat dictatorial. Il n'aurait pas deux minutes à vivre, celui qui accepterait un pareil rôle. Mais il ne l'acceptera pas sérieusement, il aura sa coterie, tous les hommes de curée qui se serreront autour de lui, et lui feront un bataillon sacré de valets pour avoir les restes de son autorité, les miettes du Pouvoir. Alors il pourra peut-être bien ordonner au nom du peuple, je ne dis pas le contraire, mais à coup sûr, contre le peuple. Il fera fusiller ou déporter tout ce qui aura des velléités libertaires. Comme Charlemagne ou je ne sais plus quel roi, qui mesurait les hommes à la hauteur de son épée, il fera décapiter toutes les intelligences qui dépasseront son niveau, il

⁵ Jean-Paul Marat (1743-1793), rédacteur du journal *L'Ami du peuple*, très influent sur les sans-culottes, député de Paris à la Convention, assassiné par Charlotte Corday.

⁶ Les partisans d'Auguste Blanqui (1805-1881), lui-même remarquable figure du socialisme révolutionnaire. Déjacque fait grief à Blanqui du type d'organisation clandestine qu'il préconise : recrutement d'une élite révolutionnaire, rigidité des structures favorisant l'autoritarisme du leader. D'où, à la fin de la phrase, l'ironique détournement du vocabulaire de la Franc-Maçonnerie : les frères, le grand Architecte (de l'Univers).

⁷ Allusion à Gracchus Babeuf (1760-1797), dont le legs révolutionnaire se trouva réactivé en 1828 grâce à Philippe Buonarroti (1761-1837) qui, devenu l'un des chefs de la “charbonnerie” européenne, publie une *Histoire de la Conspiration pour l'Egalité, dite de Babeuf (1796)*, à laquelle il avait participé. En France, Buonarroti a influencé les sociétés républicaines clandestines des années 1830, auxquelles appartenait Blanqui, ce qui vaut aux blanquistes de la part de Déjacque l'épithète de « queue du carbonarisme ».

proscrira tous les progrès qui tendront plus loin que lui. Il fera comme tous les hommes de salut public, comme les politiques de 93, émules des jésuites de l'Inquisition, il propagera l'abêtissement général, il anéantira l'initiative particulière, il fera la nuit sur le jour naissant, les ténèbres sur l'idée sociale, il nous replongera, mort ou vif, dans le charnier de la Civilisation, il fera du peuple, au lieu d'une autonomie intellectuelle et morale, une automatie de chair et d'os, un corps de brutes. Car, pour un dictateur politique comme pour un directeur jésuite, ce qu'il y a de meilleur dans l'homme, ce qu'il y a de bon, c'est le cadavre !...

D'autres dans leur rêve de dictature, diffèrent quelque peu de ceux-ci, en ce sens qu'ils ne veulent pas de la dictature d'un seul, d'un Samson uni-tête, mais à mille ou à cent mâchoires de baudet, de la dictature des *petites merveilles* du Prolétariat, réputées par elles intelligentes parce qu'elles ont débité un jour ou l'autre quelques banalités en prose ou en vers, qu'elles ont barbouillé leurs noms sur les listes du scrutin ou sur les registres de quelques petite chapelle politico-révolutionnaire ; la dictature enfin des têtes et des bras à poils pour faire concurrence aux Ratapoils, et avec mission, comme de juste, d'exterminer les aristocrates ou les philistins. Ils pensent comme les premiers, que le mal n'est pas tant dans les institutions liberticides que dans le choix des hommes tyranniques. Egalitaires de nom ils sont pour les castes en principe. Et en mettant au Pouvoir les ouvriers à la place des bourgeois ils ne doutent pas que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Mettre les ouvriers au Pouvoir ! En vérité il faut ne plus se souvenir. N'avons-nous pas eu Albert⁸ au gouvernement provisoire ? Est-il possible de rien voir de plus crétin ? Qu'a-t-il été, sinon un plastron ? A l'assemblée constituante ou législative nous avons eu les délégués lyonnais⁹ ; s'il fallait juger des représentés par les représentants, ce serait un triste échantillon de l'intelligence des ouvriers de Lyon. Paris nous a gratifié de Nadaud¹⁰, nature épaisse, intelligence de mortier, qui rêvait la transformation de sa truelle en sceptre présidentiel, — l'imbécile ! Puis aussi Corbon¹¹, le révérend de l'*Atelier*, et peut-être bien le moins jésuite, car lui, du moins, n'a pas tardé à jeter le masque et à prendre place au milieu et côte à côte des réacteurs. — Tels sur les marches du trône les courtisans sont plus royalistes que le roi, tels sur les degrés de l'autorité officielle ou légale les ouvriers républicains sont plus bourgeois que les bourgeois. Et cela se comprend : l'esclave affranchi et devenu maître exagère toujours les vices du planteur qui l'a éduqué. Il est d'autant plus disposé à abuser du commandement qu'il a été enclin ou forcé à plus de soumission et à plus de bassesse envers ses commandeurs.

⁸ Albert (1815-1895), ouvrier mécanicien, membre des sociétés secrètes sous la monarchie de Juillet, secrétaire du Gouvernement provisoire en février 1848, puis adjoint de Louis Blanc comme vice-président de la Commission du Luxembourg. Député de Paris, il est arrêté à la suite de la Journée du 15 mai 1848, et reste emprisonné jusqu'en 1859.

⁹ Parmi eux, le citoyen Greppo, le canut lyonnais, à propos de qui Gustave Lefrançais, dans ses *Souvenirs d'un révolutionnaire* (1886), conte une anecdote illustrant sa naïveté.

¹⁰ Maçon limousin, Martin Nadaud (1815-1898) est à la veille de 1848 adepte du communisme de Cabet. Député de la Creuse à la législative, il devient un des dirigeants de la Montagne démantelée à la suite de l'échec de la Journée du 13 juin 1849. Dans les milieux républicains, des gens comme Girardin avaient envisagé sa candidature pour l'élection présidentielle de 1852. En exil à Londres après le 2 décembre 1851, il est partisan de "l'union des républicains", d'où ses reproches à Déjacque qui ne cesse de rappeler la responsabilité des républicains de gouvernement dans les échecs de 1848. Il finira député radical "opportuniste". Auteur d'une autobiographie, *Les mémoires de Léonard, ancien garçon maçon* (1895).

¹¹ Ouvrier devenu typographe, Anthime Corbon (1808-1891) était le principal rédacteur de *L'Atelier*, "organe de la classe laborieuse", rédigé par des ouvriers influencés par le saint-simonien et socialiste catholique Buchez. En 1844, *L'Atelier* mène campagne contre l'extension du livret, qui asservissait l'ouvrier à son employeur. Déjacque a collaboré au journal. Après février 1848, ces ouvriers modérés, du moins leurs responsables, sont sollicités par les milieux conservateurs. Le gérant, Pascal, devient lieutenant-colonel de la garde nationale ; Corbon, député de Paris, est vice-président de la Constituante que Buchez préside. En juin 48, *L'Atelier* prend parti contre les insurgés. Journaliste et publiciste sous l'Empire, Corbon finira sénateur inamovible de la IIIème république.

Un comité dictatorial composé d'ouvriers est certainement ce que l'on pourrait trouver de plus gonflé de suffisance et de nullité et, par conséquent, de plus anti-révolutionnaire. Si l'on veut prendre au sérieux le mot de *salut public*, c'est d'abord et en toute occasion d'évincer les ouvriers de toute autorité gouvernementale et ensuite et toujours d'évincer le plus possible de la société l'autorité gouvernementale elle-même. (Mieux vaut au Pouvoir des ennemis suspects que des amis douteux.)

L'autorité officielle ou légale, de quelque nom qu'on la décore est toujours mensongère et malfaisante. Il n'y a de vrai et de bienfaisant que l'autorité naturelle ou anarchique.

Qui fut autorité en fait et en droit, en 48 ? Est-ce le gouvernement provisoire, la commission exécutive, Cavaignac¹² ou Bonaparte ? Ni l'un ni l'autre. Car, s'ils avaient en main la force brutale, ils n'étaient eux-mêmes que des instruments, les rouages engrenés de la réaction ; ils n'étaient donc pas des moteurs, mais des machines. Toutes les autorités gouvernementales, même les plus autocratiques, ne sont que cela. Elles fonctionnent par la volonté d'une faction et au service de cette faction, sauf les accidents d'intrigues, les explosions d'ambition comprimée. La véritable autorité en 48, l'autorité de salut universel ne fut donc pas dans le gouvernement, mais, comme toujours, en dehors du gouvernement, dans l'initiative individuelle : Proudhon¹³ fut son plus éminent représentant (je parle dans le peuple et non dans la Chambre). C'est en lui que se personnifia l'agitation révolutionnaire des masses. Et pour cette représentation-là, il n'est besoin ni de titre ni de mandat légalisés. Son seul titre, il lui venait de son travail, c'était sa science, son génie. Son mandat, il ne le tenait pas des autres, des suffrages arbitraires de la force brute, mais de lui seul, de la conscience et de la spontanéité de sa force intellectuelle. Autorité naturelle et anarchique il eut toute la part d'influence à laquelle il pouvait prétendre. Et [cette] une autorité qui n'a que faire de prétoriens, car elle est la dictature de l'Intelligence : elle chauffe et elle vivifie. Sa mission n'est pas de garrotter ni de raccourcir les hommes, mais de les grandir de toute la hauteur de la tête, mais de les développer de toute la force d'expansion de leur nature mentale. Elle ne produit pas, comme l'autre, des esclaves au nom de la liberté publique, elle détruit l'esclavage au nom de l'autorité privée. Elle ne s'impose pas à la plèbe en se crénelant dans un palais, en se cuirassant de mailles de fer, en chevauchant parmi ses archers, comme les barons féodaux ; — elle s'affirme dans le peuple, comme s'affirment des astres dans le firmament, en rayonnant sur ses satellites !!

Quelle puissance plus grande aurait eu Proudhon étant gouvernant ? Non seulement il n'en aurait pas eu davantage, mais il en aurait eu beaucoup moins, en supposant même qu'il eût pu conserver au Pouvoir ses passions révolutionnaires. Sa puissance lui venant du cerveau, tout ce qui aurait été de nature à porter entrave au travail de son cerveau aurait été une attaque à sa puissance. S'il eût été un dictateur botté et éperonné, armé de pied en cap, investi de l'écharpe et de la cocarde suzeraines, il eût perdu à politiquer avec son entourage tout le temps qu'il a employé à socialiser les masses. Il aurait fait de la réaction au lieu de faire de la révolution. Voyez plutôt le châtelain du Luxembourg, Louis Blanc¹⁴, le mieux intentionné peut-être de tout le

¹² Ancien gouverneur de l'Algérie, le général Eugène Cavaignac (1802-1857) reçut les pleins pouvoirs de l'Assemblée constituante pour réprimer l'insurrection ouvrière de juin 1848. Candidat républicain à l'élection présidentielle (suffrage universel masculin) le 10 décembre 1848, il recueille 1450000 voix, contre 5475000 à Louis Bonaparte (370000 suffrages pour Ledru-Rollin, et 37000 pour le candidat socialiste Raspail). Sa réputation de général républicain était liée au souvenir de son frère Godefroy Cavaignac (1801-1845), un des chefs de l'opposition démocratique sous Charles X et la Monarchie de Juillet.

¹³ Durant la II^{ème} République, Proudhon (1809-1865), député de la Seine à la Constituante, exerça une grande influence grâce aux journaux successifs qu'il anima. Dès 1847 il avait créé un journal à un sou, donc à grande diffusion, *Le Représentant du peuple*, qui ne survit pas au rétablissement du timbre et du cautionnement après Juin 48. Il le remplace par *Le Peuple*, puis par *La Voix du peuple*. Mais l'imprimerie en est saccagée le 13 juin 1849 par les gardes nationaux bourgeois, et le journal disparaît en mai 1850 sous le poids des amendes. *Le Peuple de 1850* lui succède un moment. Proudhon avait dû fuir en Belgique fin 1849.

¹⁴ Sa brochure sur *L'Organisation du travail* (1839) avait rendu célèbre Louis Blanc (1811-1882), qui devient secrétaire du Gouvernement provisoire en Février 1848, puis président de la Commission du

gouvernement provisoire, et cependant le plus perfide, celui qui a tiré les marrons du feu pour la réaction ; qui a livré les ouvriers sermonnés aux bourgeois armés ; qui a fait comme font tous les prédicateurs en soutane ou à rubans autoritaires, qui a prêché la charité chrétienne aux pauvres afin de sauver le Riche.

Les titres, les mandats gouvernementaux ne sont bons que pour les nullités qui, trop lâches pour être quelque chose par elles-mêmes, veulent paraître. Ils n'ont de raison d'être que pour la raison de ces avortons. L'homme fort, l'homme d'intelligence, l'homme qui est tout par le travail et rien par l'intrigue, l'homme qui est le fils de ses œuvres et non le fils de son père, de son oncle ou de n'importe quel patron, n'a rien à démêler avec ces attributions carnavalesques ; il les méprise et il les hait comme un travestissement qui souillerait sa dignité, comme quelque chose d'obscène et d'infamant. L'homme faible, l'homme ignorant, mais qui a le sentiment de l'Humanité, doit les redouter aussi ; il ne lui faut pour cela qu'un peu de bon sens. Car si toute arlequinade est ridicule, de plus elle est odieuse, c'est quand elle porte latte !

Tout gouvernement dictatorial, qu'il soit entendu au singulier ou au pluriel, tout Pouvoir démagogique ne pourrait que retarder l'avènement de la Révolution sociale en substituant son initiative, quelle qu'elle fût, sa raison omnipotente, sa volonté civique et forcée à l'initiative anarchique, à la volonté raisonnée, à l'autonomie de chacun. La révolution sociale ne peut se faire que par l'organe de tous individuellement ; autrement elle n'est pas la révolution sociale. Ce qu'il faut donc, ce vers quoi il faut tendre, c'est placer tout le monde et chacun dans la possibilité, [c'est à dire] dans la nécessité d'agir, afin que le mouvement, se communiquant de l'un à l'autre, donne et reçoive l'impulsion du progrès et en décuple et en centuple ainsi la force. Ce qu'il faut enfin, c'est autant de dictateurs qu'il y a d'êtres pensants, hommes ou femmes, dans la société, afin de [l'agiter de l'insurger], de la tirer de son inertie ; et non un Loyola à bonnet rouge, un général politique pour discipliner, c'est-à-dire immobiliser les uns et les autres, se poser sur leur poitrine, sur leur cœur, comme un cauchemar, afin d'en étouffer les pulsations ; et sur leur front, sur leur cerveau, comme une instruction obligatoire ou catéchismale, afin d'en torturer l'entendement !

L'autorité gouvernementale, la dictature, qu'elle s'appelle empire ou république, trône ou fauteuil, sauveur de l'ordre ou comité de salut public ; qu'elle existe aujourd'hui sous le nom de Bonaparte ou demain sous le nom de Blanqui ; qu'elle sorte de Ham ou de Belle-Ile¹⁵ ; qu'elle ait dans ses insignes un aigle ou un lion empaillé... la dictature n'est que le viol de la liberté par la virilité corrompue, par les syphilitiques ; c'est le mal césarien inoculé avec des semences de reproduction dans les organes intellectuels de la génération populaire. Ce n'est pas un baiser d'émancipation, une naturelle et féconde manifestation de la puberté, c'est une fornication de la virginité avec la décrépitude, un attentat aux mœurs, un crime [comme d'abus] du tuteur envers sa pupille, c'est un humanicide !

Il n'y a qu'une dictature révolutionnaire, qu'une dictature humanitaire : c'est la dictature intellectuelle et morale. Tout le monde n'est-il pas libre d'y participer ? Il suffit de le vouloir pour le pouvoir. Point n'est besoin autour d'elle et pour la faire reconnaître de bataillons de licteurs ni de trophées de baïonnettes ; elle ne marche [escorté] que de ses libres pensées, elle n'a pour sceptre que son faisceau de lumières. Elle ne fait pas la Loi, elle la découvre ; elle n'est pas l'Autorité, elle fait autorité. Elle n'existe que par la volonté du travail et le droit de la science.

gouvernement pour les travailleurs, dite "Commission du Luxembourg", à l'origine des Ateliers nationaux. Député à la Constituante, mis en accusation après Juin 48 pour son attitude lors de la Journée du 15 mai, il s'exile en Angleterre. Avec Cabet et Pierre Leroux, il essaie, en 1852, de réunir les proscrits dans une "Union socialiste". Il assistait à l'enterrement de Jean Goujon, le 24 juin 1852, lorsque Déjacque lut un poème rappelant la responsabilité des ex-membres du Gouvernement provisoire dans la répression de l'insurrection de Juin 48. Sous la IIIème république, il finira député du parti radical, dont il était un des leaders.

¹⁵ Le fort de Ham, où fut un moment enfermé le prétendant Louis Bonaparte sous la Monarchie de Juillet ; Belle-Ile, où, de 1850 à 1857, était interné Blanqui, qui, transféré en Corse puis en Algérie, est libéré au printemps 1859.

Qui la nie aujourd'hui l'affirmera demain. Car elle ne commande pas la manœuvre en se boutonnant dans son inertie, comme un colonel de régiment, mais elle ordonne le mouvement en prêchant d'exemple, elle démontre le progrès par le progrès.

— Tout le monde au même pas ! dit l'une, et c'est la dictature de la force brute, la dictature animale.

— Qui m'aime me suive ! dit l'autre, et c'est la dictature de la force intellectualisée, la dictature hominale.

L'une a pour appui tous les hommes bergers, tous les hommes troupeaux, tout ce qui commande ou obéit au bercaïl, tout ce qui est domicilié dans la Civilisation.

L'autre a pour elle les individualités faites hommes, les intelligences décivilisées.

L'une est la dernière représentation du Paganisme moderne, le soir de clôture définitive, ses adieux au public.

L'autre est le début d'une ère nouvelle, son entrée en scène, le triomphe du Socialisme.

L'un est si vieille qu'elle touche à la tombe ; l'autre est si jeune qu'elle touche au berceau.

— Vieille ! c'est la Loi, — il faut mourir !

— C'est la Loi de nature, enfant ! — tu grandiras !!

[*Le Libéraire, Journal du Mouvement Social*, 2^{ème} année, n° 12, 7 avril 1859]